

Une fois les relations diplomatiques rétablies, il a fallu peu de temps pour qu'une entreprise canadienne y conclue une importante affaire. La société SNC-Lavalin y a obtenu un contrat d'une valeur de 475,2 millions de dollars canadiens pour l'exploitation, l'entretien et la gestion des installations de fabrication de conduites d'adduction d'eau en Libye.

Il s'agit du troisième projet lié à l'eau attribué à SNC-Lavalin par l'Administration du projet Great Man-Made River qui, selon l'UNESCO, constitue le plus important projet d'ingénierie en cours dans le monde. L'importance de ce contrat tient au fait que la société devient entièrement responsable de la gestion et de l'exploitation des installations de production existantes.

Il y a de nombreuses autres possibilités à examiner sur le marché libyen. Seizième producteur de pétrole dans le monde, elle produit quotidiennement plus de 1,4 million de barils et a des réserves prouvées de 29,5 milliards. De plus, le gouvernement libyen cherche vivement à attirer l'investissement étranger et la participation internationale afin de moderniser son infrastructure pétrolière et gazière qui ont été négligées pendant les années qu'ont duré les sanctions. Il existe, outre les possibilités toujours nouvelles liées aux travaux d'exploration et au matériel de production, d'importants débouchés dans les domaines de la construction et de la réparation de pipelines et de raffineries.

La Société pétrolière nationale (National Oil Company – NOC) espère porter la production à deux millions de barils par jour. Elle se propose aussi d'accroître la production de gaz pour répondre à la demande européenne grandissante et pour stimuler la consommation nationale, afin de dégager de plus grandes quantités de pétrole qui pourra ensuite être vendu sur un marché international plus lucratif. La Libye possède des réserves de gaz prouvées de 1,3 billion de mètres cubes, qui sont exploitées à un rythme annuel d'environ 6,5 millions de mètres cubes seulement.

Avant juillet 2000, les licences délivrées à des entreprises d'exploration portaient sur seulement 25% du territoire. Aujourd'hui elles sont portées à près de 70%. La Libye projette d'investir jusqu'à 52 milliards de dollars dans des projets de développement dans le secteur pétrolier et gazier au cours des quinze prochaines années, 40% de ce chiffre devant provenir d'investisseurs privés. Elle ne possède pas les installations voulues pour extraire le gaz de pétrole liquéfié du gaz naturel liquéfié et mener à bonne fin son projet d'accroître la consommation nationale de gaz naturel. Les exportateurs capables de fournir le matériel et le savoir-faire nécessaires pourront en tirer profit.

La Libye se propose également de rénover et d'agrandir les raffineries et les usines chimiques existantes, de manière à les rendre conformes aux normes environnementales strictes de l'UE. Cela aura pour effet de créer une forte demande de pièces pour les raffineries et de connaissances techniques dans le domaine de la fabrication de machines.